

PA

22

Désignées collectivement « les Parties » ou individuellement « la Partie »

Ci après désignée "Le Prestataire"

Représentée par Monsieur Marc LETZELTER dûment habilité à cet effet,

SECURITE CONSULTANTS, Société A Responsabilité Limitée au capital de 125.000 Euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 429 900 590, dont le siège social est situé 7, rue Casteja, 92100 Boulogne Billancourt

ET :

Ci-après dénommée "LE CLIENT"

Représentée par Monsieur Philippe AMIOTTE en sa qualité de Directeur Immobilier Monde et des Moyens généraux dûment habilité à cet effet,

DANONE, Société Anonyme au capital de 130 432 373 Euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris, sous le numéro 552 032 534, dont le siège social est situé au 17, boulevard Haussmann, 75009 Paris, agissant tant en son nom et pour son compte qu'au nom et pour le compte de ses filiales énumérées à l'article 1.3 du Contrat

ENTRE :

Maintenance des Installations de Sécurité

CONTRAT DE PRESTATIONS :

## 1. DEFINITIONS

### 1.1 Contrat

Désigne le présent document et ses Annexes 1 à 5 par ordre de priorité décroissante:

Annexe 1 : Conditions tarifaires  
Annexe 2 : Avis de domiciliation permanent du Prestataire  
Annexe 3 : Attestation d'assurance  
Annexe 4 : Conditions techniques des Prestations  
Annexe 5 : Principes Sociaux Fondamentaux  
Annexe 6 : Lot de maintenance par Site

### 1.2 Prestations

Désigne l'ensemble des opérations de maintenance préventive et corrective des systèmes de sécurité exploités dans les Sites du Client.

### 1.3 Sites

Désigne les locaux du siège et des filiales du Client, sis aux adresses suivantes :

Danone : 17, boulevard Haussmann, 75009 Paris  
Danone France: Immeuble Eurocristal - 150-152, boulevard Victor Hugo 93400 St Ouen  
Danone Research: Route départementale 128, avenue de la Vauve, 91 767 Palaiseau

## 2. OBJET

L'objet du présent Contrat est la réalisation des Prestations de maintenance par le Prestataire du système de sécurité exploité sur les Sites du Client.

## 3. DUREE ET RESILIATION

Le présent Contrat est conclu pour une période initiale de trois (3) ans et 8 mois à compter du 1er mai 2011 et sera tacitement reconduit à son échéance, pour une période indéterminée, sauf dénonciation écrite et envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception par l'une des Parties à l'autre Partie, trois (3) mois avant sa date anniversaire.

Le Contrat est résiliable de façon anticipée dans les cas suivants :

- De plein droit, en cas d'inobservation par l'une des Parties, de l'une quelconque des obligations mises à sa charge par les présentes, chacune des clauses et obligations du présent Contrat étant considérée par les sous-signés comme déterminante. Cette résiliation pourra alors intervenir après le délai d'un (1) mois à compter de la réception de la mise en demeure de régulariser, restée infructueuse, sans préjudice des dommages et intérêts auxquels la Partie demanderesse pourrait prétendre en raison du préjudice qui lui serait causé de ce chef.

Le Prestataire s'engage à consacrer pour l'exécution du présent Contrat tout le personnel qualifié suffisant pour mener à bien les Prestations auxquelles il s'est engagé.

Le Prestataire s'engage à se procurer et à mettre en œuvre tous les moyens matériels nécessaires à la bonne exécution des Prestations. Il est responsable de leur entretien et notamment de leur transport, de leur installation, de leur maintenance, de leur couverture en matière d'assurance.

Toutefois, à la demande du Prestataire et après accord des Parties, des moyens matériels lui permettant de réaliser les Prestations pourront être mis à sa disposition par le Client. Ces moyens ne feront l'objet d'aucun transfert de propriété au profit du Prestataire qui apposera et maintiendra sur ces moyens matériels l'identification apparente de la propriété du Client. Ils devront être utilisés par le personnel du Prestataire avec le plus grand soin et ne pas être détournés de leur finalité et exclusivement dédiés à la réalisation des Prestations.

Un état des moyens matériels affectés au Prestataire sera établi contradictoirement à la date de prise d'effet du présent Contrat et sera annexé aux présentes pour en faire partie intégrante. Il devra notamment mentionner l'état de vétusté des différents moyens matériels (Annexe 4).

En sa qualité de professionnel, le Prestataire est tenu à une obligation de conseil et de mise en garde auprès du Client, par laquelle il s'oblige notamment, à fournir ses préconisations et recommandations quant aux éventuelles modifications du système de sécurité en place.

Le Prestataire s'engage à assurer les prestations de maintenance préventive et les prestations de maintenance corrective dans le strict respect des conditions d'exécution qui sont détaillées à l'Annexe 1 des présentes, conformément aux règles de l'art et aux référentiels retenus dans ladite Annexe.

Il est ici expressément convenu que les prestations de maintenance préventive font l'objet d'interventions planifiées, alors que les prestations de maintenance corrective sont des prestations effectuées à la demande expresse du Client, après constatation d'un dysfonctionnement de l'installation ou du système relaté dans le bulletin d'inspection comme mentionné à l'article 4.2 e).

Les prestations de maintenance ne comprennent en aucune façon les adaptations informatiques qui seraient liées à un bogue.

#### 4.1. REALISATION DES PRESTATIONS

### 4. OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE

- En cas de changement dans le contrôle de la société du Prestataire ou de modification substantielle de la répartition de son capital social, les Prestations se poursuivront sous réserve que le Prestataire obtienne l'accord préalable écrit du Client, qui ne pourra le refuser sans un motif légitime, tel que l'atteinte à ses intérêts financiers, commerciaux et/ou juridiques. Ce refus devra être notifié dans le mois de la demande, le défaut de réponse valant acceptation tacite. Le refus entraînera la résiliation de plein droit du présent Contrat quinze (15) jours après sa notification par lettre recommandée avec accusé de réception.
- En cas de force majeure, conformément aux conditions précisées dans le paragraphe 8.2 du présent Contrat.

## 4.2. MOYENS MIS EN OEUVRE

### **a) Personnel du Prestataire affecté à la réalisation des Prestations**

Le Prestataire s'engage à constituer une équipe de travail qualifiée, possédant les compétences nécessaires à la réalisation des Prestations qui lui sont confiées. Le Prestataire s'engage à patier, dans les plus brefs délais, l'absence de tout préposé, pour quelque raison que ce soit, par un autre de ses préposés présentant des caractéristiques de compétence et de qualification équivalentes.

### **b) Pouvoir hiérarchique**

Le Prestataire accomplit sa mission de maintenance en toute indépendance, son personnel restant, en toutes circonstances, sous l'autorité hiérarchique de ce dernier; il réalise les Prestations sous sa responsabilité.

Le Prestataire assure en sa qualité d'employeur et sous son entière responsabilité la gestion administrative, comptable et sociale de ses salariés intervenant dans l'exécution des Prestations.

Le personnel du Prestataire ne pourra en aucun cas être assimilé au personnel du Client, le Prestataire demeurant leur unique employeur.

### **c) Lieu de réalisation**

Les préposés du Prestataire s'engagent à se conformer aux règlements intérieurs ainsi qu'aux horaires et consignes en vigueur sur les Sites.

Le Prestataire et le Client se conformeront aux dispositions des articles R. 237-1 et suivants du Code du travail fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

### **d) Sous-traitance**

Le Prestataire ne peut sous-traiter tout ou partie de ses obligations au titre du présent Contrat qu'avec l'agrément écrit et préalable du Client.

Dans le cas où le Prestataire sous-traiterait tout ou partie des Prestations lui incombant au titre du présent Contrat, le Prestataire communiquera au(x) sous-traitant(s) en cause les obligations lui (leur) incombant et restera totalement garant et responsable vis-à-vis du Client de l'ensemble des Prestations et obligations à sa (leur) charge.

Pour les cas exceptionnels où le Prestataire serait amené à utiliser du personnel intérimaire, le Prestataire s'assurera que ce personnel a bien la formation requise pour le poste concerné, étant entendu qu'il restera responsable vis-à-vis du Client de l'ensemble des activités des intérimaires.

### **e) Visites**

Dans le cadre de la maintenance préventive, les visites seront planifiées d'un commun accord entre le Client et le Prestataire.

- Pour les systèmes de Sécurité Incendie, le Titulaire effectuera quatre (4) visites de vérification et d'essais des installations par an ; soit une par trimestre
- Pour les Systèmes de sureté, le titulaire effectuera deux (2) visites de vérification et d'essais des installations par an ; soit une par semestre

Chaque visite du Prestataire fera l'objet d'un bulletin d'inspection signé conjointement par le Client et le préposé du Prestataire. Ce bulletin a pour objet d'attester de l'état de fonctionnement du système et de consigner toute opération de maintenance à effectuer.

#### f) Constitution du stock :

Pour assurer la continuité et la sécurité du Service, le Titulaire propose la constitution d'un stock de pièces détachées, établi selon les prescriptions des constructeurs, et en fonction des risques de défaillance et de la criticité des matériels.

Le titulaire constitue et gère ce stock sous sa propre responsabilité, tous les frais en découlant étant réputés inclus dans le montant forfaitaire ; il en assure la gestion et propose son renouvellement autant que nécessaire pour remplir ses obligations de constitué de service.

Le coût du maintien à niveau du stock de pièces détachées est à la charge du client.

### 4.3. DELAIS DE REALISATION DES PRESTATIONS

Les délais de réalisation des Prestations sont mentionnés en Annexe 1.

La bonne exécution des Prestations sera appréciée notamment en fonction du respect desdits délais.

Les délais de réalisation qui sont de rigueur ne peuvent être révisés que d'un commun accord.

Si en cours d'exécution des Prestations, le Prestataire prévoit qu'il ne pourra tenir ces délais, il doit en aviser le Client dans les plus brefs délais par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le Prestataire s'engage à intervenir sous quatre (4) heures après réception d'une demande du Client reçue par simple appel téléphonique qui sera confirmé par e-mail, et disposera de vingt quatre (24) heures supplémentaires passé ce délai, pour remettre en service ou réparer l'installation dans la limite du matériel faisant partie du lot de maintenance de chaque site (Annexe 6).

Dans le cadre d'une intervention de maintenance corrective sur un système d'extinction, la recharge de réservoir après émission s'effectuera après réception de la commande et dans un délai maximal de 24 heures ouvrées .

## 5. OBLIGATIONS DU CLIENT

### 5.1 OBLIGATION DE COOPERATION

Le Client s'engage à fournir les plans, schémas, notices ainsi que le descriptif du système de sécurité de ses Sites. Le Prestataire ne pourra être tenu responsable d'un problème lié à l'absence d'une information qu'il aurait demandée par écrit.

Le Prestataire reconnaît avoir eu communication et pris connaissance des règles et textes en vigueur sur les Sites, au jour de la signature du Contrat.

Le Client désigne Monsieur Manuel MARTINS comme interlocuteur privilégié du Prestataire, et dont la mission sera d'informer le Prestataire de toutes nouvelles règles et textes s'appliquant sur les Sites et de tout mettre en œuvre pour lui permettre de réaliser les Prestations définies au présent Contrat dans les meilleures conditions : accès aux locaux et aux équipements concernés, fourniture d'énergie ou de moyens de levage appropriés lorsque cela est nécessaire, démontage de faux plafonds et de faux planchers. Il l'accompagnera dans sa mission lorsque la tâche présentera un risque particulier.

Le Client est tenu d'informer le Prestataire de tout risque de contamination par l'amiante, conformément à l'article L 230-2 du Code de travail.

Le Client est tenu d'informer le Prestataire dans le délai d'un (1) mois, par lettre recommandée avec AR, de tout changement éventuel de propriétaire.

### 5.2 EXPLOITATION DU SYSTEME DE SECURITE

Le Client s'engage à utiliser ses installations conformément aux prescriptions, notices et documentations préconisées par le concepteur des différents systèmes de sécurité mis en œuvre, qui lui seront communiquées par le Prestataire. Le Client s'interdit d'intervenir sur la programmation des logiciels installés.

Le Client s'engage à consigner tous les dysfonctionnements constatés et dérangements apparus en cours d'exploitation et à en informer le Prestataire.

Le Client s'engage à informer le Prestataire de tout changement de destination des lieux, occasionnant des risques supplémentaires, qui seraient intervenus depuis la dernière visite.

Pendant toute la durée du Contrat, toute inspection, modification ou dépannage devra être réalisé par le Prestataire. La responsabilité du Prestataire ne saurait être engagée du fait d'une intervention réalisée par un tiers.

En cas d'interruption partielle ou totale du fonctionnement du système de sécurité incendie, le Prestataire s'engage à en informer sans délai le Client (par tous moyens confirmés par courrier RAR) qui s'engage alors à prendre en charge les mesures de sécurité et de gardiennage qui s'imposent, jusqu'à la remise en service de l'installation. Le Prestataire s'engage à informer le Client de cette remise en service selon la même procédure.

## 6. PENALITES

Le Prestataire s'engage à une obligation de résultat pour les délais d'intervention et de réparation auxquels il a librement consenti et sera de ce fait redevable de pénalités à l'égard du Client, en cas de dépassement des délais, selon les modalités ci-après :

Le Prestataire s'engage à intervenir dans la stricte limite du délai contractuellement défini en Annexe 1 des présentes. Par ailleurs, il est entendu entre les Parties que le délai d'intervention court à compter de l'appel du Client, qui sera confirmé par e-mail, comme précisé à l'article 4.3 ci-dessus.

Dans l'hypothèse où le Prestataire n'a pu réparer dans le délai imparti, le Prestataire s'engage à régler au Client une pénalité de cent (100) Euros par heure de dépassement, dans la limite de cinq cent (500) Euros par jour.

Sur demande du Client, et notamment en présence d'une installation APMIS, le Prestataire pourra lui assurer une permanence téléphonique. Dans le cadre de cette prestation, le Prestataire fournira au Client un numéro d'appel et sera tenu de le contacter dans la période précisée en Annexe 1, soit dans les quatre (4) heures de son appel, sept (7) jours sur sept (7).

## 7. PRIX

### 7.1. DEFINITION DU PRIX

En contrepartie des Prestations contractuelles, le Client s'engage à verser au Prestataire la somme définie en Annexe 1. Ce prix s'entend :

- Ferme et non révisable pour 8 mois à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Contrat ;
- inclus tous les frais d'installation à la charge du Prestataire et notamment les frais de déplacement et de restauration de son personnel.
- La rémunération de la main d'œuvre et déplacement de chaque intervention du titulaire dans le cadre des interventions urgentes est comprise dans le prix global et forfaitaire du présent marché
- Seul le prix des pièces sera facturable après justification auprès du client

Les Parties conviennent de faire le point après huit (8) mois d'activité, pour parfaire l'adéquation entre les moyens mis en place et la demande.

### 7.2. CONDITIONS DE PAIEMENT

En contrepartie des Prestations de maintenance définies dans le cadre du présent Contrat, le Client s'engage à verser au Prestataire la somme forfaitaire figurant à l'Annexe 1.

Les Prestations de maintenance comprises dans le montant forfaitaire prévu à l'Annexe 1 feront l'objet d'une facture annuelle établie par le Prestataire dans le mois qui suit la date de signature du Contrat pour sa première année d'exécution, et à la date anniversaire du Contrat pour les années suivantes.

27

En cas de désaccord des Parties au 31 décembre de l'année N pour la fixation des prix de l'année N+1, le Contrat peut être résilié par l'une ou l'autre des Parties, sans indemnité, sous réserve d'un préavis d'1 mois. La résiliation doit être notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception. Les prix de l'année N continuent à s'appliquer jusqu'à la date effective de résiliation.

Toute prestation non comprise dans le montant forfaitaire annuel sera facturée, pièces, main d'œuvre et déplacement, par application des tarifs Sécurité Sécurité Consultants en vigueur au jour de l'intervention.

- Concernant les prestations non comprises dans le montant forfaitaire annuel :

FSD2 = Indice des matériels professionnels électroniques et radio  
électroniques publié à la date de la facturation ;  
de la facturation ;  
inclus, des industries mécaniques et électroniques publié à la date  
ICHTTS1 = Indice du coût horaire du travail tous salariés, charges salariales  
FSD2 = 114,38  
ICHTTS10 = 103,6

- Les indices connus au mois d'OCTOBRE 2010 sont :

$$P = P_0 [0,15 + (0,25 \frac{P_{SDC}}{P_{SDCO}} - 0,60 \frac{ICHTTS1}{ICHTTS10})]$$

Po = Prix initial du Contrat  
P = Prix révisé

- Concernant le montant forfaitaire annuel :

Par la suite, les prix fixés à l'Annexe 1 seront révisés annuellement au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année conformément à la clause de révision suivante:  
Les prix sont valables pour huit (8) mois à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Contrat.

### 7.3. REVISION DE PRIX

Le défaut de paiement à l'échéance convenue entraînera, sans mise en demeure préalable, le paiement d'un intérêt égal à 1,5 fois le taux d'intérêt légal.

Les paiements seront effectués par virement bancaire (à l'exception de SAEME qui paiera par après réception des factures selon les délais de paiement définis en Annexe 1. A cet effet, est joint en Annexe 2 du contrat un RIB du Prestataire.

Les Prestations de maintenance non comprises dans le montant forfaitaire prévu à l'Annexe 1 (pièces, main d'œuvre, déplacement, ...) seront facturées à l'issue de leur exécution.



## 8. CAS D'IMPOSSIBILITE D'EXECUTION

### 8.1. IMPOSSIBILITE DU FAIT DU CLIENT

L'inexécution des Prestations, si elle résulte d'une impossibilité d'exécuter provenant du Client, de ses salariés ou de ses mandataires et sous-traitants, ne peut entraîner une quelconque diminution de prix ni un refus de paiement de la facture présentée.

### 8.2 CAS DE FORCE MAJEURE

Par force majeure on entend tout événement indépendant de la volonté de la Partie concernée tel que défini par la jurisprudence et qui empêche le bon déroulement de ce Contrat.

A titre d'exemples, sont considérés comme cas de force majeure :

- Les catastrophes d'origines atmosphériques, telles que le gel, la neige ou les pluies d'une exceptionnelle importance ;
- Les barrières de dégel ;
- L'incendie, l'inondation ;
- Les émeutes ou guerre ;
- Les grèves extérieures à la Partie qui l'invoque.

La non-exécution des Prestations, pour des raisons qui ne sont pas imputables au Prestataire ou qui sont dues à un cas de force majeure, ne peut en aucun cas entraîner, pour l'une ou l'autre Partie, le paiement de dommages et intérêts.

La Partie qui invoque la force majeure doit en informer l'autre Partie dans un délai de vingt-quatre (24) heures maximum.

Les Parties se rencontreront alors pour évoquer les conséquences d'une telle situation et trouver des solutions acceptables afin de respecter le Contrat.

Si le cas de force majeure dure plus d'un (1) mois, chaque Partie peut rompre le présent Contrat, moyennant un préavis de sept (7) jours, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'autre Partie.

## 9. RESPONSABILITE ET GARANTIE

Les biens, installations et équipements du Client sont, après visite contradictoire et préalable des Sites, considérés en bon état. Dans le cas de précautions particulières à prendre, le Client se doit de signaler par écrit le problème au Prestataire.

Le Prestataire doit assurer la conservation en bon état de marche du matériel mis à sa disposition par le Client. Il est responsable, le cas échéant, de son entretien et de la conformité aux règles de sécurité en vigueur. Il doit en assurer la conservation en bon état de marche, l'entretien et la conformité aux règles de sécurité en vigueur.

Le Prestataire ne saurait être tenu responsable des conséquences découlant du mauvais état ou de la défectuosité des biens, installations et équipements du Client ou de ceux consécutifs à des fautes, erreurs ou oublis du personnel du Client.

PH

Paraphie Groupe Danone

- 10 -

Paraphie SECURITE CONSULTANTS

22

Le Prestataire ne pourra être tenu pour responsable des accidents provoqués par l'utilisation de son matériel, entreposé dans les locaux du Client, lorsque cet accident a été provoqué par un tiers à l'entreprise Prestataire, sauf dans le cas où ce tiers est l'un de ses sous-traitants éventuels.

## 10. ASSURANCE

Le Prestataire déclare être assuré auprès d'une compagnie d'assurance notoire et solvable pour tous les dommages résultant d'une mise en cause de sa responsabilité civile, professionnelle, délictuelle et/ou contractuelle du fait de tout dommage matériel et immatériel, consécutif ou non, causé au Prestataire, au Client ou à tout tiers à l'occasion de l'exécution de la Prestation objet du présent Contrat.

Cette couverture comprend les risques de destruction de matériel et de perte d'exploitation du Client qui seraient occasionnés lors de l'intervention des employés du Prestataire.

Le Prestataire assure sous sa propre responsabilité la manipulation et l'enlèvement du matériel mis à la disposition du Client.

Une attestation d'assurance du Prestataire en vigueur est jointe en Annexe 3. Sur simple demande, le Prestataire devra être en mesure de communiquer au Client une attestation en vigueur chaque année.

## 11. TRANSFERT DE CONTRAT

Le présent Contrat pourra être librement cédé par le Client, en tout ou partie, à toute société dont le capital serait majoritairement détenu par la société Groupe Danone ou dont cette dernière exercerait la direction ou le contrôle effectif, à charge pour elle de reprendre les droits, obligations et conditions du présent Contrat.

## 12. NON SOLICITATION DE PERSONNEL

Pendant toute la durée du présent Contrat, le Client s'engage formellement à ne pas employer, sous quelle que forme que ce soit, le personnel affecté à l'exécution des Prestations.

Le Prestataire garde en tout état de cause le contrôle hiérarchique sur le personnel travaillant sur chacun des Sites dans le cadre du présent Contrat.

Le Client se réserve le droit d'intervenir auprès du personnel de son Prestataire en cas d'observation d'un danger grave et/ou imminent.

Le Prestataire s'engage formellement à ne pas employer ou chercher à employer, sous quelle que forme que ce soit, le personnel du Client.

## 13. CONFIDENTIALITE

Le Prestataire s'engage à tenir confidentielles les informations de toute nature qui lui seraient communiquées par le Client et celles auxquelles il aura accès ainsi que son personnel sur les Sites, et ce pour toute la durée du présent Contrat augmentée d'une période de dix (10) ans

Le Contrat est régi et interprété selon le droit français.

## 15. LOI APPLICABLE ET CLAUSE ATTRIBUTIVE DE JURIDICTION

Si les mesures correctives ne sont pas mises en oeuvre à la satisfaction de DANONE conformément au calendrier convenu ou si le non-respect par le Prestataire d'un quelconque des principes se répète, DANONE se réserve alors le droit de résilier le présent Contrat dans les conditions prévues à l'article 3.

Si un engagement s'avère non respecté, les Parties se rencontreront à la demande de DANONE et discuteront des raisons de ce manquement. Les Parties étudieront alors et mettront en place des mesures correctives, accompagnées d'un calendrier approprié, de manière à remédier au manquement à l'engagement.

Les Parties conviennent que DANONE ou son organisme externe agréé aura le droit, à tout moment, de contrôler le respect permanent et la mise en oeuvre par le Prestataire desdits principes. À cette fin, DANONE ou son organisme externe agréé pourra, sur simple demande, accéder aux sites d'entreposage du Prestataire, y compris, les locaux, les installations, les registres, ceci à des fins d'audit.

Le Prestataire respectera et se conformera aux « Principes Sociaux Fondamentaux » figurant en Annexe 5. À cette fin, le Prestataire garantit que les principes définis dans ladite Annexe 5 sont déjà en place dans sa propre organisation. Il s'engage à les respecter et à veiller à ce que ses salariés et mandataires respectent lesdits principes, à toutes les étapes de réalisation des Prestations, pendant la relation commerciale. D'autre part, le Prestataire s'engage à faire connaître et à promouvoir le respect des Principes Sociaux Fondamentaux auprès de ses fournisseurs et sous-traitants.

La politique de DANONE a toujours reposé sur la conviction que le développement économique et le développement humain devaient être indissociables. Par conséquent, DANONE attache une grande importance au respect des lois nationales et conventions internationales relatives aux conditions de travail et aux droits de l'homme.

## 14. PRINCIPES SOCIAUX FONDAMENTAUX

Si le Prestataire souhaite faire visiter les locaux du Client à ses prospects, il sollicitera et devra obtenir au préalable un accord écrit du Client. Les conditions de confidentialité s'appliqueront alors de même aux dits visiteurs, et les documentations de travail ne pourront être divulguées.

Le Client se réserve le droit d'engager toute poursuite judiciaire qui s'imposerait en cas de constatation du non-respect des engagements du présent article.

Les plans, documents, informations de toute nature fournis par le Client au Prestataire restent la propriété du Client et ne peuvent être divulgués sans l'accord préalable du Client.

suivant la fin du Contrat quelle qu'en soit la raison. Le Prestataire s'engage à prendre toute mesure utile pour faire respecter cette obligation de confidentialité par son personnel.

Toutes les contestations éventuelles entre les Parties dans le cadre de l'exécution du présent Contrat, de ses conséquences ou de son interprétation seront de la compétence exclusive du Tribunal de Commerce de Paris, même en cas de pluralité de défendeurs ou d'appel en garantie.

Les Parties étant conscientes que, dans leur intérêt personnel, certains litiges doivent être tranchés dans les délais les plus brefs, elles pourrnt attribuer compétence au Juge des Référé du Tribunal de Commerce de Paris pour régler les litiges relatifs à l'exécution du présent Contrat ou survenant après sa rupture.

Fait à Paris  
Le 02.05.2011  
En deux exemplaires originaux

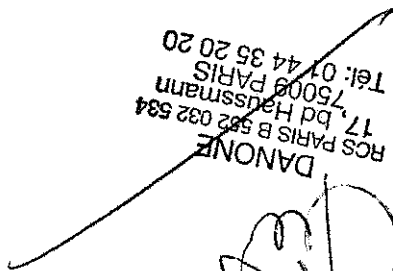
Pour GROUPE DANONE

Nom : Philippe AMIOTTE

Titre : Directeur Immobilier Monde et des

Moyens généraux

Signature :

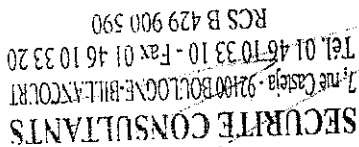
  
RCS PARIS B 552 032 534  
17, bd Haussmann  
75008 PARIS  
Tel: 01 44 35 20 20

Pour SECURITE CONSULTANTS :

Nom : Marc LETZELTER

Titre : Président Directeur Général

Signature :

  
SECURITE CONSULTANTS  
7, rue Castelnau - 92400 BOULOGNE-BILLANCOURT  
Tél. 01 46 10 33 10 - Fax 01 46 10 33 20  
RCS B 429 900 590

# ANNEXE 1 : CONDITIONS TARIFAIRES DES PRESTATIONS

## TABEAU RECAPITULATIF CONDITIONS TARIFAIRES

SITES	Montant en € HT Du 01/05 au 31/12/2011	Montant annuel non revalorisé en € HT
17 Haussmann Conditions de paiement 30 jours à réception facture	62 974,00 €	94 461,00 €
Eurocrystal Conditions de paiement 30 jours à réception facture	45 333,33 €	68 000,00€
Danone Research Conditions de paiement 30 jours à réception facture	44 000,00 €	66 000,00 €
TOTAL	152 307,33	228 461,00

## BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES MAINTENANCE

Pour les interventions ponctuelles, non incluses dans le contrat, le Titulaire intervient sur demande de Danone, et les prestations font l'objet de bons de commande et d'une facturation respectant les conditions financières définies ci-dessous.

Le B.P.U fait apparaître les taux horaire du personnel que le titulaire peut proposer et le coefficient d'entreprise sur la sous-traitance.

Tous les prix figurant dans ce B.P.U sont révisables dans les conditions identiques à celles définies dans le paragraphe 7.3.

Le tableau ci-dessous présente les taux horaire pour différents niveaux de qualifications. Ces taux horaires intègrent les frais de déplacement aller-retour.

Niveau de qualification	Coût
Ingénieur système	90,00 € HT / H
Technicien dépannage H.Q	80,00 € HT / H
Technicien de Maintenance préventive HQ	72,0 € HT / H
Forfait déplacement / intervention	82,40 € HT / u

PA

hC

Coefficient d'entreprise pour l'achat de sous-traitance	Coefficient
Inférieur à 2 000 € HT	1,20
Compris entre 2 000 € HT et 5 000 € HT	1,15
Supérieur à 5 000 € HT	1,10

Le titulaire s'engage à appliquer un coefficient d'entreprise défini sur l'achat de sous-traitance, selon les tranches de prix indiquées ci-après. Ce renfort représente les frais de gestion et d'accompagnement des sous traitants ;

Le coefficient s'applique par opération, sur le prix hors taxes de la prestation sous traitée. Danone peut exiger la copie de la facture du sous traitant.

#### COEFFICIENT SUR LA SOUS TRAITANCE

Majoration selon tranche horaire	08h00-20h00	€ HT / heure	20h00 – 08h00	€ HT / heure
Du lundi au vendredi (hors jours fériés)	0%		25%	
Les samedis	50%		50%	
Les dimanches et jours fériés	100%		100%	

Les taux horaires ci-dessus sont majorés des coefficients suivants en fonction des tranches horaires d'intervention :

#### COEFFICIENT DE MAJORATION SUR LES TAUX HORAIRES

PA

Paraphie Groupe Danone

- 16 -

Paraphie SECURITE CONSULTANTS

77

**HSBC**

Banque	30056	00040	N° de compte	0040 004 5772	C16 RIB
Guichet	00040	0040 004 5772	N° de compte	0040 004 5772	01

IBAN FR 76 3005 6000 4000 4577 201  
International Bank Account Number  
BIC 30056  
Bank Identification Code  
Domiciliation  
HSBC FR PARIS LAFAYETTE HAUSMANN

Titulaire du compte  
SECURITE CONSULTANTS  
7 R CASTEJA  
92100 BOULOGNE BILLANCOURT

Ce relevé est destiné à être remis, sur leur demande, à vos créanciers ou débiteurs, après à faire inscrire des opérations à votre compte (virements, paiements de quittances, etc.).  
This statement is intended to be delivered, to those of your creditors or debtors who have transactions posted to your account (credit transfers, invoice payments, etc.).

## ANNEXE 2 : Avis de domiciliation permanent pour la facturation

Ce document doit être renseigné et complété d'un RIB du Prestataire

**CACHET DE L'ETABLISSEMENT**

BANQUE : HSBC PARIS LAFAYETTE HAUSMANN

N° COMPTE : 0040 004 5772

ADRESSE: 14 boulevard Hausmann – 75009 Paris



# ANNEXE 3: ATTESTATIONS D'ASSURANCES

HISCOX

ATTESTATION D'ASSURANCE  
RESPONSABILITE CIVILE  
CONTRAT : HA RCP0084473

LE PRENEUR D'ASSURANCE

Souscripteur :	ML DEVELOPPEMENT 7 RUE CASTEJA 92100 BOULOGNE BILLANCOURT
Assuré :	ML DEVELOPPEMENT 7 RUE CASTEJA 92100 BOULOGNE BILLANCOURT
Assuré additionnel :	SECURITE CONSULTANTS 7 RUE CASTEJA 92100 BOULOGNE BILLANCOURT

LES CONDITIONS DE GARANTIE

Catégorie : Assurances Professionnelles by Hiscox  
RC Pro

Juridiction et loi applicables : Monde entier hors USA / Canada

ACTIVITES DE L'ASSURE

L'assuré déclare exercer la profession et/ou les activités suivantes :

- Gardiennage, surveillance, filtrage ;
- maintenance de systèmes de détection incendie et d'extincteurs et RIA ;
- maintenance de système de contrôle d'accès et de télésurveillance ;
- Agence d'hôtesses d'accueil, Recrutement et placement et hôtesse d'accueil.

PERIODE DE VALIDITE

La présente attestation est valable pour la période du 01 Janvier 2011 au 31 Décembre 2011.

Les garanties sont acquises selon les Conditions Particulières établies sur la base du questionnaire préalable d'assurance, des Conditions Générales N° RC1006 et du (des) module (s) n° MISC1007 "Assurances Professionnelles by Hiscox - RC Pro", n° RCE1006 et n° RJP1006

Fait à Paris, le 10/01/2011  
Pour les Assureurs

ECMT

Adresse postale : 12, quai des Quoyrès 33100 Bordeaux - Tél : 0810 502 010 - Fax : 08 10 00 71 02



# ANNEXE 4: CONDITIONS TECHNIQUES DES PRESTATIONS

I- Descriptif de l'installation 17, Boulevard Haussmann - 75009 Paris

## 1. GESTION TECHNIQUE CENTRALISEE

Système IDCS S2000

- 1 ordinateur de gestion multimédia
- 1 baie serveur - modules

## 2. CONTROLE D'ACCES

- 1 ensemble Gestion système
- 12 Modules M2000/B04
- 121 lecteurs Miniprox & ProxPro
- 1 Lecteur avalateur
- 66 interfaces contrôle d'accès
- 12 interfaces 32 entrées
- 10 interfaces 8 sorties
- 1 ensemble complet de création de badges photos marque SOGEDEX
- 1 Armoire gestion clés ALCEA - 88 Trousseaux + logiciel

Portillons commandés par deux pupitres (hôtesses + PCS)

*Hall côté droit*

- 1 portillon PNG380
- 1 portillon pivotant vitré PPV346

*Hall côté gauche*

- 3 portillons PNG380
- 1 portillon PNG381

*Hall Helder*

- 2 sas unipersonnels
- 1 porte 1 vantail (accès PMR Livraison)

## 3. SYSTEME ANTI INTRUSION

- 1 ordinateur de gestion + logiciel PCWNT
- 75 détecteurs volumétriques rideau
- 75 détecteurs bi-volumétriques

## 4. VIDEOSURVEILLANCE

Système de marque Geutebruck

Mc

- 4 tableau de détection/extinction TSC80 avec 2 cartes de 2 boucles entrée et 1 carte d'extinction
  - détecteurs ioniques
  - détecteurs optiques
  - indicateurs d'action
  - 31 réservoirs d'ARGONITE y compris panneaux et sirènes d'évacuation
- 4<sup>ème</sup> sous sol : Locaux archives - coffres - stockage entretien

## 6. EXTINCTION INCENDIE

- 1 carte report vidéo
  - 1 centrale UGI5 Alligator 8 pour 5 portes
- Unité de Gestion des Issues de Secours
- 1 centrale d'asservissement Activa COM
  - 7 satellites
  - 22 ventouses électromagnétiques
  - contacts secs
- Système de mise en sécurité
- 1 centrale de détection incendie adressable Activa 1000
  - 108 détecteurs ioniques
  - 60 détecteurs optiques
  - 23 indicateurs d'action
  - 10 interfaces coupe-circuits
  - 88 déclencheurs manuels
  - 104 sirènes d'évacuation

## 5. DETECTION INCENDIE

- Quadraction couleur - Multiscopie II
- 6 modules V2000
- 5 modules V2001
- 57 caméras fixes intérieures
- 7 caméras fixes extérieures
- 5 écrans LCD
- 2 baies de gestion (matrices, alimentations)

## 1. DETECTION INCENDIE

- Système de sécurité incendie
- \* 1 Système de sécurité - Type ALTAIR
  - \* 398 détecteurs optiques
  - \* 72 déclencheurs manuels
  - \* 7 thermovélocimétriques

- Système de mise en sécurité
- \* 1 centralisateur de Mise en Sécurité Incendie DEF Type - ANTARES 4
  - \* 139 Diffuseurs sonores
  - \* 146 Clapets télécommandés
  - \* 28 volets pour conduit collectif
  - \* 6 portes battantes à fermeture automatique

## 2. EXTINCTION

- 1 Centrale Esser DEA 2010
- 1 Déclencheur manuel
- 6 Détecteurs optiques
- 3 Indicateurs d'action
- 1 PL Evac
- 1 PL Ent Int
- 2 Boîtiers B7 pyrotechniques
- 1 Diffuseur sonore
- 1 Réservoir 140 litres
- 1 Ensemble tuyauterie ambiance plancher
- 77 kg Gaz FE 13

## 3. CONTROLE D'ACCES

- 1 Poste opérateur équipé d'1 switch HP2124 - 24 x 10/100
- 12 Automates SA 13
- 4 Coffrets Extension C4
- 2 Coffrets Extension C2
- 2 Coffrets Extension C2-Radio
- 1 Alimentation 24V-5A avec batterie 12V-17A/h
- 10 Alimentations 24V-3A avec batterie 12V-2A/h
- 1 Alimentation 12V-2A avec batterie 12V-2A/h
- 71 Têtes de lecture
- 59 Boutons poussoirs
- 36 Détecteurs volumétriques
- 102 Détecteurs d'ouverture
- 52 Déclencheurs manuels
- 23 Ventouses
- 1 Bandeau électromagnétique

- 26 Serrures à rupture
- 10 Serrures à émission
- 4 Lecteurs de badges radio
- 260 Emetteurs à 2 canaux à code roulant

#### 4. VIDEOSURVEILLANCE

- 4 Enregistreurs numériques Geutebrück type Géviscope 16
- 2 PC d'exploitation Géviscope complets
- 1 Interface graphique Multimap
- 59 Caméras couleur GVK-G10 avec alimentation 12V
- 2 Rack d'extension équipé 4 entrées
- 2 Ecrans plasma Panasonic équipés de 2 cartes vidéo

#### Parties communes :

- 1 ensemble de centralisation SAMSUNG
- 16 Caméras réparties dans les parties communes

#### 5. MATERIELS DIVERS

- 1 Système interphonie CASTEL (centralisation + 14 portes)
- 1 ensemble interphonie ascenseurs
- 1 poste de création de badge photos complet marque SOGEDEX
- 1 Armoire gestion clés ALCEA - 88 troussesaux + logiciel

#### 6. OBSTACLES MECANIQUE

- 2 portes tambours
- 2 tourniquets
- 2 portillons PMR motorisés
- 1 ensemble barrières parking

PA

nc



## 1. DETECTION INCENDIE - SDI

- Système de Sécurité
- \* 1 centrale ALTAIR - BASALT 1000
  - \* 1 centrale ALTES - 5
  - \* 1 centrale ECS 8004, 4 boucles pour RIE
  - \* 1 alimentation de secours
  - \* 2 batteries de secours
  - \* 353 détecteurs VIA
  - \* 8 détecteurs VOA
  - \* 8 détecteurs linéaires de type SOLAR-A
  - \* 19 indicateurs d'action
  - \* 6 indicateurs d'action étanches
  - \* 102 déclencheurs manuels

## 2. ASSERVISSEMENT - CMSI

- Système de mise en sécurité
- \* 1 centrale ANTARES II
  - \* 1 platine UCMC 24 fonctions
  - \* 1 platine UGA 4 fonctions
  - \* 2 alimentations de secours
  - \* 6 batteries 12V/24Ah
  - \* 3 récepteurs d'alarme
  - \* 10 arrêts CTA
  - \* 136 avertisseurs sonores
  - \* 12 ventouses PCF
  - \* 1 alimentation AES
  - \* 2 MDR

## 3. SYSTEMES DE SECURITE - SURETE

Contrôle d'accès, intrusion, alarme technique Marque : TECHTALK

- 3 micros ordinateurs comprenant :
  - Module import/export ASCII
  - Module de traitement différé
  - Module de gestion des visiteurs MAXVISIT
  - Module MAXALARM - gestion graphique des alarmes
  - Module intranet MAXIWEB
  - Module visualisation de présence MAXPRESENCE
- 45 Unités de Traitement Local avec interface TCP/IP
- 16 boîtiers alimentation 12V/2 ampères avec batteries de 24h
- 140 têtes de proximité PROXPOINT
- 2 têtes de proximité MAXIPROX
- 4 têtes de proximité infrarouge
- 7 centrales de gestion de portes KF
- 7 interfaces TCP/IP
- 7 coffrets d'alimentation 24 Vcc
- 3 lecteurs d'encodage,

- 2 portes tambours
- 1 porte IS + livraisons
- 6 PNG 390
- 2 portillons PMR motorisés
- 1 ensemble barrières parking

#### 6. OBSTACLES MECANIQUES

- 1 baie vidéo Marque : Guetebruck comprenant :
  - 1 matrice 48/8 avec mini PC
  - 22 distributeurs amplificateurs 2E/35
  - 2 multiscopes II, 32 entrées en réseau
  - 2 graveurs CDR/ROM intégrés
- 8 moniteurs couleur JVC 14 », 35 cm
- 2 claviers de commande avec joystick MBE G/VS
- 29 caméras N/B GVK - 118/B
- 8 caméras dôme motorisées PANASONIC WVC5850

#### 5. VIDEOSURVEILLANCE (SYSTEME EN COURS DE REMPLACEMENT)

- Marque SORHEA
- 1 centralisateur avec logiciel de gestion pour barrières infrarouges
- 8 barrières MAXIRIS 2000
- 8 barrières MAXIRIS 2 000 MAXIBUS

#### 4. PROTECTION PERIMETRIQUE DU SITE

- 10 télécommandes avec encodage à distance
- 4 serrures SVP à rupture 6258/55
- 1 serrure SVP à rupture 6257/56
- 6 serrures SVP à rupture 6277/76
- 9 serrures SVP à rupture 6278/75
- 4 gâches TV600 24Vdc
- 6 gâches TV505 24Vdc
- 1 gâche TV506 24Vdc
- 6 couloirs portillons automatiques PNG 380
- 48 bandeaux-de porte avec ventouses
- 156 détecteurs double technologie
- 45 contacts de portes, issues de secours
- 14 buzzers locaux
- 58 bris de glace verts, pour ouverture d'urgence
- 1 pupitre interphonie complet 32 directions avec :
  - 1 centralisateur avec logiciel de gestion pour barrières infrarouges
  - 17 platines de rue avec interphonie



## ANNEXE 5 : PRINCIPES SOCIAUX FONDAMENTAUX

Les 7 principes sociaux décrits ci-dessous se réfèrent aux normes internationales du travail définies par l'Organisation Internationale du Travail.

### 1 Travail des enfants:

La société ne recourt pas au travail des enfants âgés de moins de 15 ans. Lorsque la loi précise un âge plus élevé en-dessous duquel le travail est interdit ou lorsque l'âge de la scolarité obligatoire est supérieur à 15 ans, c'est ce dernier qui s'applique.

Les programmes éducatifs (du type formation par la voie de l'alternance) ne rentrent pas dans cette interdiction.

### 2 Travail forcé:

La société ne recourt pas au travail forcé ou obligatoire, c'est-à-dire à tout travail ou service exigé d'une personne sous la menace d'une peine quelconque ou pour lequel la personne n'a pas donné son consentement.

### 3 Non discrimination :

La société, en conformité avec la législation nationale, s'interdit toute pratique discriminatoire. On entend par discrimination toute distinction, exclusion ou préférence, qui a pour effet de réduire ou d'altérer l'égalité des chances ou de traitement. Elle peut être fondée sur la race, la couleur, le sexe, l'orientation sexuelle, la religion, l'opinion politique, l'âge, la nationalité, les responsabilités familiales, ou autres considérations.

### 4 Liberté d'association et droit de négociations collectives:

La société reconnaît et respecte la liberté d'association pour les salariés qui peuvent désigner librement leurs représentants. Elle reconnaît également le droit de négociation collective. La société s'assure que les représentants du personnel ne font l'objet d'aucune discrimination.

### 5 Santé, sécurité au travail :

La société s'assure que le poste de travail et son environnement ne nuisent pas à l'intégrité physique et à la santé du salarié. La réduction des causes d'accidents et l'amélioration des conditions de travail font l'objet d'actions suivies. Les installations sanitaires, la cantine ainsi que les locaux d'hébergement fournis par la société sont construits et entretenus conformément aux normes prévues par la législation en vigueur dans le pays. La société doit au minimum fournir l'eau potable, des toilettes propres et en nombre suffisant, une ventilation efficace, des sorties de secours, des lieux de travail correctement éclairés et un accès aux soins médicaux.

### 6 Temps de travail:

La société doit s'assurer que les lois nationales concernant la durée du travail sont appliquées. La durée normale du travail est de 48 heures par semaine maximum. Les heures supplémentaires se font sur une base volontaire. Les salariés bénéficient au minimum d'un jour de repos par semaine, sauf en cas de circonstances exceptionnelles et pour une période limitée.

### 7 Rémunération :

La société s'assure que:

- Aucune rémunération n'est inférieure au minimum légal fixé par le pays
- Tous les salariés reçoivent un bulletin de salaire
- Les salariés sont convenablement rémunérés, en référence aux salaires pratiqués dans le pays
- Les heures supplémentaires sont systématiquement rémunérées à un taux supérieur au taux horaire normal.

## 2PRESENT CONTRAT

LOT DE PIECE DETACHEES – 17 Bd HAUSSMANN – 75009 PARIS

Qté	Référence	Désignation	Prix Unitaire HT	Prix Total HT
1	C Bus	SYSTEME DE SECURITE INCENDIE Carte bus pour activa 1000	3 810,00	3 810,00
5	I-SCAN-O	Détecteur Optique de fumées avec socle	280,00	1 400,00
3	DM	Déclencheur Manuel à membrane déformable	45,00	135,00
5	CHORUS S3	Diffuseur Sonore Non Autonome	52,00	260,00
1	MD8V	Carte pour module déporté Activacom	1 530,00	1 530,00
2	512007	Ventouse électromagnétique à rupture 48Vcc – 50 DN avec support, Georgen	80,00	160,00
2	IA 2000	Indicateur d'action pour Activa 1000	20,00	40,00
2	ICC I SCAN	Interface pour Court Circuit en boîtier saillie	159,00	318,00
1	09200012	Module M2000 C04 – 19" 2U <b>CONTROLE D'ACCES</b>	1 200,00	1 200,00
2	09210003	Interface CA Wiegand 12V type 3	500,00	1 000,00
1	09210002	Interface & sortie relais	460,00	460,00
1	09210001	<b>INTERFACE 32 ENTREES</b>	455,00	455,00
1		<b>ALIMENTATION POUR M2000</b>	600,00	600,00
3	09201001	<b>LECTEUR MINIPROX 5365</b>	80,00	240,00
1	09500001	Convertisseur Média 100 Base Sx /100 Base T	400,00	400,00
2		Boîtier Bris de Glace Vert 2 contacts avec capot de protection Georgen	50,00	100,00
2	713 007	Ventouse applique 300 NF Georgen	400,00	800,00
2	331 RRAKRR F94	Gâche NF S61937 à rupture avec contact de signalisation intégré Gauche, Sewosy	530,00	1 060,00
2	331 RRA KRR F95	Gâche NF S61937 à rupture avec contact de signalisation intégré Droite, Sewosy	530,00	1 060,00

**LOT DE PIECE DETACHEES – 17 Bd HAUSSMANN – 75009 PARIS (suite)**

Qté	Référence	Désignation	Prix Unitaire HT	Prix Total HT
2	IR122C	Détecteur Infrarouge passif rideau	62,00	124,00
3	DG 1035F	Détecteur bivolumentrique	67,00	201,00
5	MPSTP 2C	Emetteur 2 canaux à code roulant	45,00	225,00
1	09210001	INTERFACE 32 ENTREES POUR M2000	550,00	550,00
1	CDI 24V 3A/12Ah	Alimentation secourue SLAT	500,00	500,00
1	MF-120/IDE	VIDEOSURVEILLANCE Disque dur IDE 1200 Go pour microscope II	525,00	525,00
1	JCD40203	Switch 8 ports Ethernet Procure 408 HP 8x10 / 100, Misco	140,00	140,00
1	QUAD-4C	Quadravision couleur Geutebruck	1 358,00	1 358,00
1	GVL-217/Ex	CAMERA COULEUR HAUTE RESOLUTION GEUTEBRUCK	430,00	430,00
1	GA3V8NA	OBJECTIF VARIFOCAL 3,5 / 8 MM POUR CAMER COULEUR HAUTE RESOLUTION	170,00	170,00
1	GA1V3NA	OBJECTIF VARIFOCAL 1,6 / 3,4 MM POUR CAMERA COULEUR HAUTE RESOLUTION	364,00	364,00
1	GVK-075/DSP	CAMERA COULEUR EN BOITIER DEMI SPHERE DISCRET GEUTEBRUCK	682,00	682,00
1	SNT/DC-12	BLOC D'ALIMENTATION POUR CAMERA 12VCC	30,00	30,00
MONTANT TOTAL HT EN EUROS				20 237,00

**LOT DE PIECE DETACHEES – DANONE FRANCE – 93 SAINT OUEN**

QTE	REFERENCE	DESIGNATION	PRIX UNITAIRE HT	PRIX TOTAL HT
		<b>SYSTEME DE SECURITE INCENDIE</b>		
5	VOA	Détecteur optique de fumées adressable VOA	159,00	795,00
5	SV	Socle pour détecteur VOA	20,00	100,00
2	AVS2000	Diffuseur sonore	59,00	118,00
		<b>SYSTEME D'EXTINCTION INCENDIE</b>		
2	DO	Détecteur optique de fumées conventionnel pour tableau d'extinction Esser DEA 2010	88,00	176,00
1	DM	Déclencheur Manuel pour tableau d'extinction Esser DEA 2010	55,00	55,00
1	ATAV	Module en boîtier	262,00	262,00
		<b>CONTRÔLE D'ACCES / INTRUSION</b>		
1	SA	Automate en coffret équipé d'1 alimentation et 1 carte de gestion alimentation permettant la gestion de 8 lecteurs	2710,00	2710,00
1	PM	Coffret équipé d'1 alimentation et 1 carte de gestion alimentation pour gestion 4 lecteurs	460,00	460,00
3	L4F	Carte de gestion Lecteur	240,00	720,00
5	LXM	Tête de lecture proximité STID	150,00	750,00
1	MRRE	Récepteur 433 Mhz sortie Weigand	261,00	261,00
10	MPSTP2E	Emetteur 2 canaux à code roulant	54,00	540,00
5	BBG2V	Boîtier Bris de Glace Vert 2 contacts	54,00	270,00
2	P300A N LR	Ventouse applique 300 kgs NF S 61937 avec Led	194,00	388,00
3	BP-NO-CLEF	Bouton presseoir NO avec symbole	22,00	66,00
5	IM 9700	Détecteur d'ouverture en saillie NF A2P	13,50	67,50
1	CHS24/3A	Coffret d'alimentation 24V cc / 3A	355,00	355,00
2	136000	Serrure à mortaiser JPM 24V cc à rupture conforme NF S 61937 type ELX 568.1	1015,00	2030,00
5	DT7435EU	Détecteur Bivolumétrique NF2AP	85,00	425,00
		<b>VIDEOSURVEILLANCE</b>		
2	GVK-6101	Caméra couleur IR 1/3" (480 lignes) 12 ou 24V avec bloc alimentation 12V/400mA	630,00	1260,00



PH

Paraphe Groupe Danone

Paraphe SECURITE CONSULTANTS

h c

1	MF-400/S-ATA	Disque dur 400 Go pour stockeur numérique	1156,00	1156,00	1156,00
1	KR	Kit prolongateur écran, clavier, souris	598,00	598,00	598,00
1	NC49369	Switch 24 ports 10x100 Mbits PROCURVE 2124 HP	376,00	376,00	376,00
MONTANT TOTAL HT EN EUROS			13 938,50 €		

**LOT DE PIÉCES DÉTACHÉES - DANONE RESEARCH - 91 PALAISEAU**

Qté	Référence	Désignation	Prix Unitaire HT	Prix Total HT
1	CGDI	SYSTEME DE SECURITE INCENDIE Carte gestion 4 lignes Altair	771,00	771,00
5	VIA + SV	Détecteur Ionique de fumées avec socle	213,00	1 065,00
5	BMAL	Déclencheur Manuel adressable à led	155,00	775,00
5	AVSU-PZ	Diffuseur Sonore Non Autonome 90 DB	173,00	865,00
1	MDA	Module déporté DAS adressable	4 370,00	4 370,00
3	MDR	Module Déporté Relais Antares II	327,80	9 834,00
5	BDA	Boîtier déporté adressable Antares	180,00	900,00
2	KF 4000/R7	<b>CONTROLE D'ACCES</b> Terminal en boîtier avec alimentation 3A pour 4 portes simples	2 784,00	5 568,00
1	TRKF AL 2424 BOX	Terminal en boîtier avec alimentation 3A pour 24 entrées / 24 sorties	1 214,00	1 214,00
2	COEX TCP/IP R7	Extension interface TCP/IP pour terminal	350,00	700,00
1	COEX TCP/IP R5	<b>INTERFACE TCP/IP EXTERNE POUR TERMINA KF I/O</b>	420,00	420,00
3	ProxPoint	<b>LECTEUR HID</b>	160,00	480,00
2	BRG2V + CBBG	<b>BOITIER BRIS DE GLACE VERT 2 CONTACTS AVEC CAPOT DE PROTECTION</b>	44,00	88,00
2	740 40	<b>BOUTON POUSSOIR LEGRAND</b>	40,00	80,00
5	IM 9700	Contact d'ouverture en saillie à visser	10,00	50,00
1	CDA 12 2A/15	Alimentation secourue pour terminaux avec batteries 12Vcc 2A / 15Ah	500,00	500,00
1	CDI 24 2A/12	Alimentation secourue pour serrure avec batteries 24Vcc 2A / 12Ah	500,00	500,00
2	ET661SI	Module analogique avec micro HP pour poste d'appel interphone	540,00	1 080,00

**LOT DE PIECES DETACHEES - DANONE RESEARCH - 91 PALAISEAU (suite)**

Qté	Référence	Désignation	Prix Unitaire HT	Prix Total HT
5	MICRA/S15 + LBP2	Détecteur bivolumentrique portée 10/15m avec rotule de fixation	86,00	430,00
5	IM 9700	Contact saillie à visser	10,00	50,00
5	460FR	Contact magnétique saillie CSA large espacement en alu	20,00	100,00
3	351 642 02 E	CELLULE EMISSION BIRIS/UNIRIS 75/200 POUR BARRIERE MAXIRIS 2000 AVEC CHAUFFAGE	200,00	600,00
3	351 643 02E	Cellule réception Biris/Uniris 75/200 pour barrière Maxiris 2000 avec chauffage	408,00	1 224,00
3	351 691 61E	Bloc extension réception Maxiris 2000	440,0	1 320,00
1	MF-160/DE	VIDEOSURVEILLANCE Disque dur IDE 160 Go pour microscope II	245,00	245,00
1	Procurve 408HP	Switch 8 ports Ethernet 8x10 / 100	140,00	140,00
1	V/S-3/2	Distributeur amplificateur 2 x 1 entrée vers 3 sorties	597,00	597,00
2	GVK-119	CAMERA NOIR ET BLANC 1/3" (380 LIGNES)	201,00	402,00
2	YV2,9	OBJECTIF ASSERVI 1/3" VARIFOCAL MANUELL 2.9 A 8 MM POUR CAMERA NOIR ET BLANC	98,00	196,00
1	WVCS-950	CAMERA COULEUR DOME PANASONIC + SUPPORT	3 567,00	3 567,00
1	GVK-075/DSP	CAMERA COULEUR DISCRETE 1/3" EN BOITIER DEMI SPHERE (450 LIGNES) 12V	590,00	590,00
1	SNT/DC-12	BLOC D'ALIMENTATION POUR CAMERA 12VCC	30,00	30,00
MONTANT TOTAL HT EN EUROS			38 751,00	

)

.

)

)

)

)